



**« Trop, c'est trop ! Assez d'austérité !
Des alternatives existent pour l'emploi et la justice sociale »
Mercredi 29 février 2012,
de 11 heures 30 à 13 heures
Meeting Intersyndical, Place de la Préfecture
à SAINT BRIEUC**

TVA sociale, « Accords de compétitivité », Austérité généralisée en Europe

En pleine campagne électorale, le gouvernement fait passer de très graves mesures à l'encontre des salariés. On ne peut pas le laisser faire.

La mobilisation contre les mauvais coups, c'est maintenant !

Refusons la TVA sociale

La TVA est l'impôt le plus inégalitaire. L'augmenter, c'est diminuer encore le pouvoir d'achat du plus grand nombre de salariés, retraités, et privés d'emploi. C'est aussi fragiliser la Sécurité sociale.

Non à la loi « WARSMANN »

Elle est en cours d'adoption au Parlement. Elle permet à l'employeur de modifier les horaires et l'aménagement annuel du temps de travail en privant les salariés de la protection de leur contrat de travail.

Refusons les accords de compétitivité

Ils permettraient aux employeurs d'aller encore plus loin en diminuant la durée de travail et les salaires, en augmentant la durée du travail à salaire inchangé, sans augmentation de salaire. Les salariés auront l'obligation d'accepter.

Plus globalement

Age de départ à la retraite, durée légale du travail, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève, service public et protection sociale... tout devrait passer à la moulinette de la « compétitivité ».

Partout en Europe, les mêmes logiques sont imposées de façon coordonnée. En effet, les chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de passer un cran supérieur pour instaurer l'austérité.

Non au profit du nouveau traité Européen

Les chefs d'Etat et le gouvernement s'apprêtent à signer un nouveau traité le 1^{er} mars, en dehors de toute consultation démocratique.

Celui-ci vise à imposer des politiques d'austérité salariale, et le recul des garanties collectives dans tous les pays.

Pour la CGT, FSU, Solidaires le contexte électoral national ne doit pas conduire les organisations syndicales à une neutralité face aux mesures qui frapperaient durement les salariés.

Les organisations CGT, FSU, Solidaires proposent de porter d'autres alternatives sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le travail lui-même, sur la place faite aux travailleurs dans la société, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, sur la solidarité entre les générations et sur l'avenir de notre jeunesse.

Des mobilisations partout en Europe

Le 29 février, c'est aussi une journée de mobilisation dans tous les pays d'Europe à l'appel des syndicats affiliés à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui se prononce contre l'adoption du nouveau traité.

Des mobilisations sous toutes les formes sont déjà annoncées en **France**, en **Espagne**, en **Belgique**, en **Suisse**, en **Italie**, à **Chypre**, en **Allemagne**, en **Pologne**, en **Turquie**